

LECONS DE LA REVOLUTION ESPAGNOLE

Un petit livre anglais de cent cinquante pages, écrit par un anarchiste anglais de la nuance syndicaliste révolutionnaire V. Richards, paru à Londres en 1953 sous le titre "Lessons of the Spanish revolution" (Freedom Press 27 Red Lion Street London WC éditeur), nous donne de la période de la guerre d'Espagne un récit et une analyse qui tranchent heureusement sur le reste des publications qui ont deshonoré cette période de l'histoire révolutionnaire ouvrière.

C'est un livre dont on ne peut que recommander la lecture aux camarades soucieux de se rendre compte quel rôle jouent rapidement les organisations classiques, partis, syndicats, etc... dès que les circonstances, la poussée des masses conduisent la situation à son point culminant : l'explosion sociale, la mise en question du régime capitaliste.

Bien que certaines réserves puissent être faites sur le plan choisi pour l'ouvrage, (nous y reviendrons dans la discussion qui suivra) nous l'adopterons néanmoins avec l'auteur dont nous voulons donner ici un résumé aussi fidèle que possible.

1) Les élections de Février 1936

Quelle devait être la position de la CNT (Confederacion Nacional del Trabajo), en principe indépendante de tout parti politique, devant le problème des élections ? Contre la participation. Telle est la réponse officielle conforme à la position traditionnelle de ce syndicat fortement influencé par les anarchistes. Ce point est beaucoup plus considéré comme tactique que comme théorique. Contrairement à celle de 1934 la campagne anti-électorale est timide. Les masses cénétistes désireuses d'un changement assurent par leur participation la victoire du "Front Populaire".

Il est vraisemblable qu'un certain nombre de dirigeants anarchistes ont vu dans les voix des camarades une monnaie d'échange à utiliser pour des buts purement politiques. Bien entendu les élections n'amènent aucun changement réel de la situation. L'ancien gouvernement de droite est remplacé par un gouvernement de "gauche" tout aussi impotent. La période reste troublée - 113 grèves générales, 228 grèves locales, 1287 personnes arrêtées, 269 tuées, tel est le bilan pour la période qui s'étend des élections au putsch militaire. C'est le gouvernement du front populaire qui mène la répression. 3.000 anarchistes avaient été libérés après les élections, mais juste avant la prononciamento environ le même nombre se retrouve dans les geôles de gauche.

Pour Richards, il n'est pas sûr que du point de vue tactique (si l'on veut distinguer "tactique" et "théorie"); l'action ait été la bonne.

L'abstention des masses aurait eu pour effet l'élection d'un gouvernement de droite aussi lamentable que le précédent, et la situation aurait continué de mûrir. La victoire du front populaire a contraint, en fait, les ouvriers à réagir, désarmés, à un putsch militaire préparé de longue date.

Si la CNT avertit le gouvernement de la proximité du prononciamento, celui-ci se borne à faire l'éloge de l'armée. La CNT, en fait, ne se rend pas du tout compte de la situation réelle. Le congrès de Mai 1936 étudie la société libertaire et s'intéresse peu à la situation espagnole concrète. Les 649 délégués de 982 syndicats, représentant 500.000 membres, préconisent bien l'alliance avec l'UGT (Union General de Trabajadores) mais avec des conditions innacceptables pour ce syndicat réformiste à dominante social-démocrate.

Cette absence de prise de conscience des éléments avancés des classes laborieuses va coûter très cher par la suite.

2) Le soulèvement militaire

Le 11 juillet 1936, les phalangistes se saisissent de la radio de Valence. C'est le signal du soulèvement militaire. Six jours plus tard commence la rébellion au Maroc soutenue par la Légion. Le 18 Séville tombe aux mains de Queipo de Llano. Les réactions de la gauche sont classiques. Socialistes et communistes se mettent aux ordres du gouvernement qui en appelle au loyalisme de l'armée. La CNT déclenche la grève générale. Elle ne fait qu'entériner le mouvement spontané des masses dont la réaction a été particulièrement violente lors de la tentative de coup d'Etat contre Barcelone le 19. Barcelone, Valence, Madrid sont libérés par les masses; dans les Asturies le même succès n'est enregistré qu'après la perte de bien des vies humaines due aux indécisions des autorités et du front populaire. Mais les masses sont mal armées, elles ne peuvent triompher dans toute l'Espagne et la rébellion solidement ancrée au Maroc, s'installe à Saragosse en Andalousie et en Extramadoure (1).

3) La révolution au carrefour.

La victoire des masses, le 19 juillet à Barcelone, a mis leur organisation principale, la CNT dans une position de "commandement". Mais celle-ci, malhabile, se laisse "posséder" par Companys, président de la Généralité de Catalogne, (la Catalogne jouissait d'une certaine autonomie dans l'Espagne d'alors), qui garde son poste. Les dirigeants s'amalgament avec le gouvernement catalan au sein du Comité des Milices Antifascistes. (Représentation proportionnelle mais égalité CNT-UGT). Les masses; loin de ces combines politiques sont sur le terrain de l'action. Les ouvriers se saisissent des usines, les paysans des grandes propriétés, qui sont socialisées (et non partagées). Transports, services publics, distribution d'énergie, autant de services essentiels réorganisés par les ouvriers, tandis qu'un certain nombre de leurs camarades partent au front pour combattre Franco. Ce sont maintenant les masses énormes qui détiennent le pouvoir effectif. Le gouvernement ne pourra supporter longtemps cette dualité, et l'action des dirigeants cénétistes n'aura pour effet que de consolider le pouvoir "légal". On parle beaucoup de la lutte contre le fascisme et on laisse de côté la Révolution sociale. On met à la mode le slogan: "Guerre d'abord! Révolution ensuite..." Le gouvernement rompu aux manoeuvres politiques, cherche à dresser les partis contre la CNT. Il y réussit, et deux mois plus tard le comité des milices est dissout.

4) Dictature anarchiste et démocratie.

Ce dilemme ne se pose qu'au niveau des "militants influents", qui prennent au sérieux leur rôle de délégués et se transforment en "dirigeants" semblables à ceux des partis autoritaires et centralisés. Ils tranchent au nom des masses c'est à dire à leur place. Ils assignaient au comité des Milices un rôle prépondérant dans l'établissement de l'ordre révolutionnaire. Incapables, comme tous les dirigeants, de se rendre compte de la situation réelle, ils subordonneront tout à la lutte contre Franco et prônent la collaboration des partis.

(1) Richards en profite pour examiner la politique de la CNT vis à vis du Maroc, qui fut toujours empreinte d'une grande confusion et de pas mal de mépris pour les populations autochtones.

Deux erreurs fondamentales sont alors érigées en dogmes :

- 1) la lutte armée contre le fascisme est plus facile au sein de l'organisation d'Etat et par conséquent tout doit être subordonné à celle-ci.
- 2) Il est essentiel et possible de collaborer avec les partis politiques.

Cette deuxième erreur est encore plus frappante que la précédente à un moment où les partis politiques n'ont plus aucun rôle réel.

La CNT et la FAI (Federación anarquista Ibérica) étant en position de force sont ramenées aux concessions, les partis politiques en bénéficient, l'action des organisations anarchistes a pour effet de les remettre en selle. Quant ils se sentiront assez forts ils se retourneront contre la révolution Sociale.

5) C N T - U G T

La seule unité que d'après Richards, pouvait faire pièce à Franco, est celle de l'UGT. Elle est peu facile à réaliser. Cette division en deux organisations des classes laborieuses prouve d'ailleurs l'existence d'une solution de continuité dans les masses. Celle-ci est comblée à la base par les événements du 19 Juillet. L'UGT recrute plus spécialement dans la petite paysannerie et l'artisanat (surtout depuis 1936 où ses effectifs ont fortement gonflé) Il y a cependant chez elle une aile gauche révolutionnaire importante dégouttée des "politiques socialistes" et c'est à elle que Richards pense en parlant d'unité.

Les tentatives d'union CNT-UGT ne sont pas récentes et remontent à 1919 où un pacte a été signé par Segni, rejeté par la CNT, mais considéré ensuite comme un fait accompli. Lors de la grève du Rio Tinto, la UGT montre son caractère nettement réformiste et le pacte est rompu.

En 1934 nouvel essai lors du soulèvement des Asturies suivi d'un échec. En 1936, la CNT qui est prête aux concessions aux partis politiques ne voit pas la nécessité d'une union avec l'autre organisation des masses. Le rôle des deux organisations, littéralement débordées à la base par les masses; sera néfaste. Pour Richards, la CNT aurait dû abandonner une partie de l'idéal anarchiste (en fait le mot libertaire) pour se consacrer à l'essentiel (qui le contient en germe) c'est à dire le contrôle ouvrier de la situation espagnole. Elle aurait dû entraîner l'UGT sur ce terrain désiré par la base des deux organisations. Mais les dirigeants anarchistes veulent organiser une armée révolutionnaire et ne tentent aucun rapprochement avec l'aile révolutionnaire de l'UGT. Ils ne réalisent même pas leur but car ils ont peur, en armant les ouvriers, de mécontenter les gouvernements bourgeois étrangers. Leur mot d'ordre est : " Pas de dictature anarchiste, conscription ! "

En fait ils abandonnent l'idéal libertaire et l'essentiel réaliste.

6) La CNT participe aux gouvernements catalan et central

Dans la réorganisation de l'économie accomplie par les masses il y a naturellement un certain chaos, surtout dans le ravitaillement du front. Ce chaos est en tout cas bien supérieur à tout ce que peut réaliser le gouvernement. "Sans désordre, la révolution est impossible" a dit Kropotkine. Les dirigeants anarchistes oublient cette phrase si juste et exhortent paysans et ouvriers à la discipline, au retour au travail, etc... Si l'opposition à Franco ne manque pas de protagonistes, elle manque d'armes et il eût fallu que les ouvriers se saisissent de l'or espagnol (un des plus importants du monde) pour s'en procurer. Les dirigeants anarchistes ne font rien pour cela. L'or reste dans les caves de Madrid (où il attendra que les russes en prennent !) le gouvernement central espère ainsi étouffer les troubles barcelonnais.

Le 24 Septembre 1936 se tient un plenum des Syndicats anarchistes qui constate la mauvaise volonté des gouvernements. La conclusion que les dirigeants en tirent est l'endossement de la dissolution du Comité des Milices, la création d'un comité régional de défense, c'est à dire d'un nouveau gouvernement auquel participent les anarchistes. La décision de la participation est prise au "sommet" sans consultation de la base. Les partis politiques sont bien entendu majoritaires dans ce comité et le PSUC (Partido Socialiste Unificat de Catalunya), résultat de la digestion d'un certain nombre de petits partis socialistes par les communistes, commence à faire parler de lui. Incapable de s'imposer d'emblée, il signe un pacte avec la CNT et l'UGT. C'est un pas vers la centralisation, un premier coup porté aux collectivisations qui devront être "coordonnées par un organisme représentatif: le gouvernement de la Généralité de Catalogne". Ce pacte est en fait le premier jalon posé par les staliniens vers la conquête du pouvoir. Ce fait est dénoncé par les dissidents communistes révolutionnaires du POUM (Partido Obrero de Unificación Marxista) bien au courant des méthodes moscovites. La crise ministérielle qui éclate alors est résolue, en Décembre 1936, par l'exclusion des ministres poumistes.

Pendant ce temps, à Madrid, le "Lénine Espagnol" Largo Caballero, forme le nouveau gouvernement central. C'est un leader de l'UGT en qui la CNT voit, d'après les paroles de Peirats, un de ses dirigeants "l'homme envoyé par la providence (!)... pour reconstruire l'appareil d'Etat (!!)" . La CNT tient un soi-disant plenum pour décider de la formation d'un conseil de défense nationale (nouveau gouvernement) présidé par Caballero. Elle y accepte quatre postes, (sans que la base ait été réellement consultée) : Commerce, Industrie, Justice, Santé. Les communistes tiennent l'Agriculture et les Finances.

7) La CNT et l'action politique .

Comment se fait-il que la CNT ait accepté la participation gouvernementale malgré les principes anarchistes bien connus et maintes fois réaffirmés ?

En fait la CNT comptait aussi des politiciens dans ses rangs. Elle eut des crises internes mais fut moins marquée par celles-ci que les autres organisations à cause de sa structure décentralisée et de son esprit révolutionnaire tout à fait remarquable. Pour Richards, que l'on sent encore attaché à ce genre d'organisation, les crises internes ne sont pas nécessairement néfastes au mouvement car elles permettent la discussion de thèses opposées empêchant ainsi la sclérose. Malgré tous les efforts de leurs bergers bénévoles les militants de la base ne devinrent pas pour autant des moutons bêlants. Pour G. Leval, militant de tendance révolutionnaire, les obscurs, les sans-grade du mouvement libertaire étaient capables de mener de front la collectivisation, les combats, la direction des meetings etc... formés qu'ils étaient par leurs luttes dans les syndicats. Tandis que certains "camarades anarchistes" prenaient au sérieux leur rôle directeur, l'ensemble du mouvement restait révolutionnaire avec un grand esprit d'initiative. Les dirigeants les plus en vue, telle Fréderica Montseny, ne jouèrent aucun rôle dans les exploitations collectives occupés qu'ils étaient par leur tâche ministérielle. C'est qu'ils étaient déjà coupés des masses, ou au moins de leur partie la plus radicale. Comme autrefois, la CNT admettait dans ses rangs des ouvriers de toute origine politique, elle devait protéger ses buts, son idéal anarchiste : le communisme libertaire,

Mais pour réaliser cette protection on en vint vite à la décision prise au niveau supérieur, pour pouvoir éviter les fluctuations de la masse (d'où l'origine des crises internes). Pendant la lutte contre Franco ceci devint monnaie courante, soi-disant pour pouvoir éviter tout délai. Dans le cas de la participation gouvernementale, ce faux-fuyant n'est même pas vraisemblable étant donné le temps qui s'écoula avant l'entrée des ministres au gouvernement.

La base, elle, était loin de cet esprit comme le montre l'épisode de la Columna de Hierro à Valence, qui se rendit compte de ce travail antirévolutionnaire, passa à l'action, se saisit des armes dans les entrepôts, désarma la garde civile, envoya les corps armés au front, détruisit dossiers et archives capitalistes.

8) La corruption par le pouvoir.

On a souvent taxé d'exagération la position anarchiste concernant les effets corrupteurs du pouvoir; on a souvent dit que mieux vaut un gouvernement libéral qu'un gouvernement s'attaquant aux fondements mêmes de la liberté (cette alternative revient à choisir entre deux maux, rien ne prouve que le premier soit préférable); enfin, on a été jusqu'à prôner l'anarchisation à partir de l'Etat! Autant d'erreurs catastrophiques.

Si on ne participe pas aux pouvoirs, ceci ne signifie en rien l'impuissance. Ce qui faisait justement la force de la CNT (contrairement à la UGT pourtant égale en nombre de membres) c'était son opposition théorique à l'Etat et son organisation, unique alors, qui reposait sur le contrôle de la base. La CNT était en effet très décentralisée. Elle ne comportait pas en principe de permanents, elle voulait s'occuper des seules questions de contrôle ouvrier sur les moyens de production, condition nécessaire de la révolution libertaire. Dans la situation espagnole, toute concession du gouvernement sur ce point était une victoire de la révolution et non un résultat de revendication réformistes.

Mais comme tous les mouvements de ce genre, la CNT reposait sur l'action, et les capacités des militants que signalait Leval, avait un revers:

Un certain nombre de personnalités sortirent de la masse avec une conception individualiste de la révolution. Un certain "blanquisme" apparut surtout parmi les membres de la FAI. En face de ces "blanquistes" se trouvait une tendance "politique" qui voulait faire jouer à la CNT le rôle du syndicat classique, c'est à dire réformiste. Laquelle de ces deux tendances devait l'emporter? Poser ainsi la question, parler de "factions" est malhonnête et sans grand sens car il ne faut pas oublier que le problème était complexe car le danger créé par Franco était réel. Les dirigeants anarchistes, dans leur majorité honnêtes, pensaient que l'enthousiasme qui suivit la première défaite du putsch militaire allait durer jusqu'à la victoire finale. Il va sans dire que le gouvernement fit tout de suite défection. Mais quand on s'est fixé pour but l'unité d'action, on fait des rapides progrès vers le désir du pouvoir, l'attitude légaliste et par conséquent la croissance du bureaucratisme, la disparition des discussions traditionnelles. La situation de 1936 avait rendu possible l'éclosion de dirigeants. Elle mit entre leurs mains une propagande puissante, radio, journaux, micro-amplificateurs et haut-parleurs, (jusqu'à dans les campagnes les plus arriérées où on utilisait encore la charrue romaine!) meetings auxquels participaient les plus brillants orateurs. Le phénomène de concentration s'accéléra; - Comme on manquait d'hommes (c'est à dire de bureaucrates) pour remplir toutes les fonctions, on créa

une "école de militants". Cette initiative "originale" copiait en fait les oeuvres similaires de Moscou et des Trade Unions. Frédérica Montseny en vint vite à considérer que la CNT-FAI avait surtout besoin d'une organisation centralisée, hiérarchisée, à discipline stricte et obéissance de tous les instants. On retrouve la conception léniniste du parti.

La dégradation des militants "influents" avait atteint son summum, et leurs discours de propagande devinrent assez vite répugnants.

9) Les collectivités agricoles :

Les deux problèmes évoqués ci-après méritent plus que ce rapide examen, mais relativement peu d'ouvrages traitent de ces sujets. Les livres de G. Leval (1) ont tenté de les débrouiller, mais restent insuffisantes. Ce qu'il est nécessaire de souligner ce sont les grandes potentialités dont le peuple espagnol a fait preuve.

En Espagne le problème agraire était capital. Il y avait vingt-cinq millions d'habitants dont 68 % vivaient de la terre. A côté de cela 70 % de l'industrie était concentrée en Catalogne. L'industrialisation y est difficile à réaliser car le pays manque des matières premières fondamentales (charbon, acier...). Le problème agraire y est donc relativement plus simple. La terre a toujours été possédée par un petit nombre de propriétaires (67 % du sol est aux mains d'un 2 %, 21 % aux mains de 19,7 %, 13,16 % est aux mains de 76,54 %). Beaucoup de paysans pauvres ne possédaient qu'environ soixante ares par tête. En Andalousie et dans la Manche 7.000 propriétaires possédaient six millions d'hectares et étaient généralement absents de leurs terres.

La solution du problème agraire ne résidait, cependant, pas dans le partage, la terre est pauvre et nécessite les méthodes modernes d'exploitation qui sont incompatibles avec la petite propriété. En Andalousie aucune expérience collectiviste ne fut tentée car Franco l'occupa tout de suite. C'est dans la partie de l'Aragon non occupée que cette expérience se développa. Quatre cents fermes collectives employaient un million de paysans. Dans le Levant en 1938 cinq cents collectivités se fondèrent. Même en Castille, bastion des Socialistes favorables à la nationalisation, cent mille paysans se groupèrent dans deux cents trente collectivités. Environ trois millions de paysans se trouvèrent groupés.

En Aragon, le processus de collectivisation a toujours été le même: suppression des corps constitués, rassemblement en une assemblée générale des paysans. Rassemblement de toutes les récoltes (même celles des propriétaires absents) et redistribution par un comité local élu.

La collectivisation se trouva d'ailleurs tout naturellement favorisée par la date de la Révolution: il fallait bien moissonner les champs abandonnés par les riches propriétaires. Les ouvriers agricoles et les paysans nommaient des délégués qui se réunissaient tous les deux jours. La petite propriété disparut pratiquement sans qu'aucune contrainte ne fut exercée. 75 % des paysans aragonais adhérèrent aux collectivités. Ils gardaient une petite propriété personnelle où se faisait la culture des légumes, etc...

Il faut néanmoins indiquer que, comme le souligne Richards à propos des collectivités industrielles, certaines inégalités existèrent entre les collectivités venues ici des différences de fertilité du sol, des moyens de production (engrais, etc...) de la taille même des terres, etc..

Quoi qu'il en soit cette expérience de la collectivisation eut un grand retentissement surtout parmi les membres de l'UGT dont la direction prônait les nationalisations. A la base, se fit donc l'union CNT-UGT.

(1) Social Reconstruction in Spain London 1938

Né Franco né Stalin . Le collettività anarchiche spagnole nella lotta contra Franco e la reazione staliniana.- Milan 1952.

La collaboration paysanne était importante. Mille agriculteurs du Levant vinrent en juillet 1937 appelés par les paysans Castellans pour aider à la formation des collectivités. Nul ne doute qu'avec le temps les inégalités signalées se fussent aplanies.

Chose remarquable et fondamentale, les délégués aux assemblées locales étaient constamment révocables, n'étaient pas rémunérés ; ils ne constituèrent jamais des permanents, ils restaient des paysans.

10) Les industries collectives.

Le problème était, nous l'avons dit, beaucoup plus complexe que pour l'agriculture. En effet le départ des grands propriétaires ne changeait en rien la situation de l'agriculture ; Celui des techniciens désorganisaient les usines. Pour l'agriculture l'éclatement de la révolution au moment des moissons ne posait pas de problème d'écoulement (sauf peut-être pour les oranges). - Au contraire, en Catalogne, où l'industrie textile dominait, un grand nombre de productions étaient devenues superflues car Franco détenait certains marchés traditionnels. De plus, comme déjà dit, l'Espagne dépendait beaucoup de l'étranger pour les matières premières.

Cette source fut d'abord coupée, puis ensuite sévèrement contrôlée par le gouvernement central, détenteur de l'or. Un certain nombre d'industries n'existaient que peu ou pas (industrie de guerre) dans la partie républicaine de l'Espagne, il fallait les créer de toutes pièces. A toutes ces difficultés techniques s'ajoutaient pour les ouvriers les difficultés proprement politiques et sociales : la lutte contre la bureaucratie gouvernementale, c'est à dire contre la menace des nationalisations. On mesure l'étendue et la difficulté de la tâche.

Au début les ouvriers se saisirent des usines et les firent tourner. Dans certaines on distribuait un salaire fixe par ouvrier dans d'autres au contraire, on partageait les bénéfices. Cette dernière mesure, peu en accord avec l'esprit de la révolution, favorisait les industries les mieux développées, et les militants de la base de la CNT luttèrent contre cette tendance avec une certaine conséquence. On touche ici du doigt la notion de salaire social moyen.

Mais le 24 Octobre 1936 fut pris le décret de collectivisation qui légalisait les faits accomplis un peu partout par les travailleurs, mais en fait tentait la limitation du mouvement. Oeuvre du conseiller pour l'économie de la Généralité, Juan Fabregas, il limitait la collectivisation aux entreprises de plus de cent ouvriers. Un conseil ouvrier devait être créé dans les fabriques privées, dont le rôle, outre la défense des travailleurs, était "d'assurer la stricte discipline dans le travail... l'augmentation de la production par la collaboration la plus étroite avec le propriétaire". Dans les industries collectivisées on tendait à remplacer l'autorité ouvrière par celle de l'Etat. Les ouvriers devaient élire un conseil d'entreprise (à nombre de membres fixés par eux mêmes) mais le gouvernement y adjoignait un contrôleur nommé "en accord avec les ouvriers". Les directeurs d'usines de moins de 500 ouvriers étaient élus par le conseil, au-dessus de 500 ou pour les usines relevant de la défense nationale, par l'Etat mais avec accord du conseil. Le conseil d'entreprise était révocable à toute assemblée générale des ouvriers, mais également, "en cas d'incompétence notoire", par le conseil général pour l'industrie, organisme bureaucratique que nous allons examiner.

Ce Conseil Général comprenait les représentants des conseils d'entreprise, huit membres des organisations ouvrières (CNT, UGT, etc...) et quatre techniciens nommés par le conseil économique. C'est cet organisme

qui était, en fait, chargé du plan. Il devait également répartir le travail vérifier les coûts de production, s'occuper des débouchés, etc... Il ne laissait aux ouvriers que le travail à effectuer. L'article 26 du décret lui donnait en fait des pouvoirs dictatoriaux. Le décret réalisait une véritable nationalisation, où cependant les ouvriers avaient un assez fort choix de regard sur leurs conditions de travail. Mais les représentants ouvriers avaient un certain pouvoir exécutif qui les transforma en bureaucrates, rendant illusoire le contrôle ouvrier.

Le gouvernement empêcha ainsi l'extension des collectivisations, et tempéra l'esprit d'initiative magnifique dont avaient fait preuve les ouvriers dans la première période en réorganisant les services publics;

11) Les communistes chefs de file de la contre-révolution.

Sans vouloir minimiser la part prise par les socialistes et autres partis antifascistes dans la lutte contre-révolutionnaire, ni le rôle néfaste des dirigeants anarchistes qui est examiné longuement ici, Richards veut détruire le mythe vivace de la lutte implacable des communistes Moscovites contre Franco. On comptait 3.000 membres du P.C. avant 1936 (30.000 disaient les staliniens). Leur seule implantation était Séville et les Asturies où leur travail de division ne fut pas étranger à la prise sans réaction de la ville par Queipo de Llano. Jusqu'en 1934, suivant le Komintern, ils sont contre l'Etat bourgeois. A près la signature de l'accord russo-français, ils sont pour le front populaire dont le programme est des plus faibles. (La nationalisation de la terre elle-même y est abandonnée). Suivant la politique russe, le parti communiste glisse fortement à droite. Après les élections de 1936, il reçoit 16 sièges au parlement (chiffre disproportionné à leur force réelle). Il a évidemment une politique de division de la classe ouvrière et cherché en fait à instaurer la dictature bolchevique. Les staliniens cherchent à noyauter les partis socialistes là où ils sont faibles (c'est à dire en Catalogne) et fondent avec eux le P.S.U.C. Ils soutiennent les ennemis traditionnels des anarchistes: boutiquiers, certains intellectuels prolétaires en faux-col, républicains bourgeois. Ils exploitent ensuite la scission de l'UGT. Génés un temps par l'adhésion de la Russie au pacte de non intervention, ils se trouvent renforcés lorsque celle-ci intervient. 2.000 russes viennent en Espagne. Ce sont en majorité des experts militaires et des membres de la G.P.U. (Largo Caballero paie de 500 tonnes d'or cette aide d'un nouveau genre.) Stachevski vient pour prendre en main les finances, Berzin l'armée; ils s'opposent tout de suite aux collectivisations. Avec l'aide d'une grande partie des Brigades Internationales (qui ne contenaient pas de russes), ils s'approprient 90 % des postes clés du ministère de la guerre. De plus ils se livrent à la liquidation systématique des révolutionnaires étrangers venus en Espagne qui pouvaient connaître buts et méthodes de Kremlin. Le 16 décembre 1936 la Pravda écrivait: "En Catalogne, la destruction des trockistes et anarcho-syndicalistes a commencé; elle sera menée avec la même énergie qu'en Russie". Ils installent vite leur terreur. Ils ont leurs prisons, leurs chambres de torture (les "préventoriums") qu'on ne peut visiter même avec un sauf-conduit du ministre de la justice (on doit s'adresser directement à la Tcheka qui refuse). Ils ont enfermé comme agents de Franco des Poumistes. On dénonce bien, alors, ce scandale mais ces quelques remous furent vite apaisés, et les staliniens purent se présenter comme défenseurs de l'ordre contre les troubles anarchistes.

12) Les journées de mai à Barcelone.

Caballero, au début de mai 1937, avait tant soi peu rétabli l'autorité du gouvernement avec l'aide des communistes dont il pensait se servir puis se débarrasser comme il le faisait pour la CNT. Mais ceux-ci, à l'inverse, trouvaient Caballero insuffisamment docile et voulaient également s'en débarrasser. Caballero s'était sé paré de ses troupes de l'UGT et se trouvait en fait en position de faiblesse. Les communistes pour arriver à leur but, voulurent d'abord se défaire du POUM et de la CNT-FAI avec l'aide de Caballero, et ensuite de celui-ci. Dès le début de 1937 ils commencèrent les provocations. Le 12 Janvier 1937 le gouvernement de Catalogne prit à leur instigation 58 décrets qui revenaient à assurer la mainmise de l'Etat sur toutes les activités et étranglait la révolution sociale. En Mars on dissout les "patrullas de control", ensembles d'ouvriers armés. Les forces de l'armée durent être directement dirigées par l'Etat et ne pas être affiliées à un mouvement politique ou syndical. Les réactions furent violentes. Le gouvernement de Companys éclata. Il en referra un autre avec participation CNT-UGT etc... mais la situation restait explosive. L'épreuve de force était inévitable.

Elle commença avec le refus des communistes de participer au défilé du 1er Mai avec les anarchistes, tandis que la police se livre aux actes ordinaires de provocation. Le 3 Mai l'action gouvernementale se déclanche. La police s'attaque à l'immeuble des téléphones sur ordre du ministre de l'Intérieur Ayguade (membre du parti de Companys), à l'insu des membres anarchistes du gouvernement, et opérant par surprise l'occupe jusqu'au premier étage, mais doit s'arrêter là par suite de la résistance des ouvriers à l'intérieur. La CNT proteste auprès du gouvernement qui parle de malentendu, de faire retirer les troupes, mais qui le lendemain fait occuper le palais de Justice. Les ouvriers de la CNT-FAI et du POUM descendent dans la rue, les barricades se dressent, la bataille s'engage. Elle durera trois jours et fera 500 morts. Le gouvernement justifie son action par le fait que la CNT "possède l'immeuble des PTT et y a installé des tables d'écoute" (1)

Curieux argument ! En fait l'immeuble est légalement collectivisé, la CNT y est majoritaire comme partout.

13) Signification politique des journées de mai.

Krivitoki, un agent de Staline, a dit que les journées de mai étaient déjà prévues par les communistes qui désiraient l'épreuve de force et espéraient même pouvoir du même coup remplacer Caballero par Negrin jugé plus souple. La provocation de la police n'a pas dans le fond d'autre but. La bataille de rues commença donc après l'occupation du Palais de Justice. Cette bataille décisive aurait dû signifier la défaite de la contre-révolution mais les leaders anarchistes offrent leur conciliation, c'est à dire, volent au secours du gouvernement. Celui-ci refuse cette conciliation mais les dirigeants n'en continuent pas moins à exhorter les ouvriers à déposer les armes " au nom des combattants du front, de la lutte contre Franco" etc... Les dirigeants anarchistes les plus en vue viennent à Barcelone. Certains, vexés, considéraient que l'on

(1) Il n'est pas sans intérêt de remarquer que cet argument a été avancé par Jean Comorera, dirigeant du parti communiste, et avec pas mal de mauvaise foi. La CNT a également publié un manifeste où il semble prouvé que Comorera aurait conspiré avec des membres du parti de Companys pour " réaliser l'indépendance de la Catalogne".

que l'on avait voulu se débarrasser d'eux, d'autres que la CNT avait trop longtemps participé, mais tous, dans le fond, sont prêts à rentrer au bercail gouvernemental. Les masses laissent voir leur indignation, pour la première fois elles s'attaquent ouvertement aux dirigeants anarchistes eux-mêmes traités de collaborateurs du gouvernement réactionnaire, de traîtres, etc... "les amis de Durruti" sont les plus radicaux. On les dénonce tout de suite comme agents provocateurs. Si la base se soulève, les "dirigeants", comme le pensait Companys, sont prêts à capituler.

Vazquez, Oliver, Frédérica Montseny tentent d'obtenir sans succès, que les ouvriers cessent le combat. Le gouvernement central, lui, envoie des troupes (peut-être avec la bénédiction de Frédérica Montseny (1).) Il s'ensuit une certaine confusion et les ouvriers acceptent de déposer les armes et d'évacuer l'immeuble des PTT si la police en fait de même. Le 6 Mai les ouvriers abandonnent l'immeuble et la police l'occupe immédiatement.

Aux protestations "indignées" de la CNT le gouvernement oppose le fait accompli. De tergiversations en tergiversations, de palabres en palabres, et avec l'aide des troupes "nationales" on finit par arrêter les combats le 7 mai. La révolution est terminée elle est vaincue.

14) La CNT et la crise du gouvernement Caballero.

La crise catalane achevée, éclate celle du gouvernement central à Valence. Deux ministres du P.C. demandent un châtimement exemplaire contre les responsables des journées de mai (entendez le POUM et la CNT).

Caballero sentant la manoeuvre ne veut pas inculper la CNT ni la Fai. Le P.C. et les socialistes, à lui dévoués, quittent le gouvernement. Restent quatre anarchistes et deux socialistes fidèles à Caballero. Ce dernier tente de former un nouveau gouvernement (3 portefeuilles UGT 2 socialistes, 2 communistes, 2 anarchistes), le P.C. et la CNT-FAI refusent. Le président de la République fait alors appel à Juan Negrin, ce qui était le but recherché par les stalinien. Les anarchistes furent chassés du gouvernement. Ils déclarèrent que celui-ci ne pouvait compter sur leur collaboration. En politiciens qu'ils étaient devenus ils "passèrent à l'opposition".

- 1) ils en appelèrent à l'opinion publique contre l'injustice dont ils étaient les victimes.
- 2) Ils firent des efforts pour s'allier à l'UGT (maintenant privée de ses éléments révolutionnaires)
- 3) Ils tentèrent dans ce but de réhabiliter Caballero et celui-ci, isolé se rapprocha d'eux.

La plus belle littérature réformiste commença de s'étaler ainsi bien entendu que les appels à la centralisation et à la discipline. L'apprentissage des politiciens ingénus coûtait cher aux masses espagnoles.

15) La FAI et la lutte politique

A partir de juillet 1937 la puissance gouvernementale est rétablie. La lutte contre Franco n'est plus spontanée, elle devient une vraie guerre : les militaires y seront nécessairement vainqueurs.

(1) Ceci n'est pas prouvé, mais il semble qu'elle était au courant de leur venue.

L'U G T , à ce moment, est déchirée par les luttes d'influence en son sein entre communistes et socialistes de gauche et de droite. Tout est en place pour supprimer une à une les conquêtes ouvrières. C'est le moment que choisit la FAI pour se réorganiser. Elle tient un plénum à Valence. Il n'est pas question de revenir aux tâches révolutionnaires; on justifie au contraire la participation. On y parle du rôle futur de la CNT dans la reconstruction économique, qui doit être fondée sur la collaboration avec les autres partis du groupe antifasciste, car il sera nécessaire de créer "un organisme qui concentrera entre ses mains les intérêts communs", pour éviter le "chaos". Le syndicat devra disparaître et se fondre avec les autres.

Si les syndicats doivent se borner à des tâches économiques il faudra, dit la FAI, un organisme extérieur qui devra diriger les activistes. La FAI se sent prête à assumer ce rôle. Elle veut se transformer en parti politique. Pour cela elle va modifier sa structure. Jusqu'ici on avait une organisation tout à fait remarquable, groupements par affinités, etc... Maintenant le groupement sera géographique. L'admission comme membre sera soumise à une commission spéciale à l'échelon du district. Cette admission sera de plein droit pour les anciens membres de la FAI, pour les nouveaux il faudra six mois de probation. On se déclare contre les gouvernements dictatoriaux mais plus contre les gouvernements en général. La FAI se déclare prête à abandonner son ancienne et stérile attitude d'opposition pour prendre part à toutes les institutions servant à développer le nouvel état de choses. Les membres de la Fai qui auront des postes publics ne seront plus responsables que devant le comité. Cette nouvelle constitution n'est pas du goût de la Fédération Anarchiste Internationale qui accuse la FAI de trahison. Celle-ci se justifie en parlant des discussions passionnées qui précédèrent la réforme. En fait, le plénum était assez peu représentatif. Bien des membres et des meilleurs étaient au front !

Une opposition considérable se développa contre cette réorganisation surtout en Catalogne. Un grand nombre d'exclusions furent prononcées. La décomposition s'accroissait malgré l'augmentation du nombre de membres.

16) Le pacte CNT-UGT.

Ce n'est qu'en mars 1938 que la CNT éprouve vraiment le besoin de s'unir à l'UGT. En fait, celle-ci ne fait aucune concession. On y voit la transformation de la CNT qui se prononce pour la démocratie, la législation des conquêtes ouvrières et la formation d'une armée régulière pour gagner la guerre.

Le pacte reconnaît officiellement l'autorité et le pouvoir gouvernementaux et étatiques. La CNT tentait d'insinuer les organisations ouvrières dans les rouages de l'Etat. Le contrôle ouvrier serait réalisé par un conseil économique national qui dirigerait la production, la distribution, etc... et contiendrait des membres des syndicats. Le gouvernement lui contrôlerait la production, réglerait la consommation intérieure, garantirait un salaire minimum tenant compte du coût de la vie, du niveau professionnel, de la productivité individuelle. On augmenterait ainsi la production, mais aussi les bureaucrates parasites.

La terre, elle, devait être nationalisée, contrairement au désir du plénum paysan de 1937. Les termes de ce pacte ne furent jamais respectés, même après le retour des anarchistes au gouvernement de Negrin (il avait besoin d'eux pour sa politique de mobilisation). Pendant les quinze derniers mois de la lutte tous les mouvements antifascistes vivaient dans le mensonge. Les staliniens avaient mis la main sur tout. Toutes les offensives militaires menées sur le front échouèrent. Franco se sentit assez

assez fort pour annoncer son attaque contre la Catalogne. La FAI proposa un plan de défense basé sur le volontariat. Negrin refusa. Franco entra dans Barcelone sans tirer un coup de feu. Tous les hommes qui s'étaient sacrifiés furent mis dans les prisons franquistes, où connurent les douceurs des très accueillants camps de concentration français. Les dirigeants, eux, étaient déjà à l'abri.

17) CONCLUSIONS

Dans ses conclusions Richards va exposer ses idées sur le mouvement ouvrier qu'il conçoit comme nécessaire pour mener à bien la révolution.

Au début il critique les positions prises dans le mouvement anarchiste vis à vis de l'interprétation des événements d'Espagne. Pour lui, la défaite des masses ne signifie pas la condamnation de l'Anarchie en tant que "philosophie de la vie". C'est une mauvaise compréhension de la Science que d'admettre que l'expérience espagnole condamne la théorie. C'est que l'anarchie doit être également le résultat d'un effort de pensée.

La critique ne doit pas porter sur les objectifs anarchistes mais sur les moyens qu'on crut bon d'utiliser pour les atteindre. C'est cette critique que son livre voulait réussir. Il se prononce donc, en premier lieu, tout à fait contre la collaboration, quelle qu'elle soit avec l'état bourgeois.

Lui-même est un militant de l'anarcho-syndicalisme et il fait siennes les conclusions et les buts de ce mouvement. Mais il insiste cependant sur le fait que les syndicats classiques ne cherchent qu'à réaliser les meilleures transactions sur le marché du travail. Dans cette perspective le réformisme ne peut que s'installer et "l'organisation de masse... devient une vaste prison où l'individu perd toute identité"... se fonde "dans la machine capitaliste". Il faut remarquer que tout syndicat de masse dans la mesure où il s'ouvre à tous les ouvriers est pour l'instant condamné au réformisme, car les ouvriers, produits de la société, sont en général réformistes dans l'esprit. Il faut donc que les éléments conscients tentent de les amener à la conscience révolutionnaire.

La CNT, qui avait été secouée par les luttes internes, n'a pas vu sa fraction radicale triompher et son rôle s'est rapidement, révélé néfaste, la FAI qui aurait dû constituer le noyau qui conserverait l'idéal anarchiste, s'est également transformée en une sorte de parti politique.

Sur le point de la violence, qui joue toujours un rôle important dans les périodes révolutionnaires, il faut remarquer que le recours à celle-ci est en général une preuve de faiblesse, et que dans la mesure où elle représente la dictature d'une minorité elle doit disparaître. Il ne s'agit pas de défendre une position d'anarchiste pacifiste et d'espérer que le passage à la société libertaire se fera sans heurts, avec douceur, il faut bien faire la distinction entre la violence qui surgit naturellement de la domination nouvelle de la classe prolétarienne, qui résulte normalement de la lutte de classe poussée à son extrême radicalisation et la terreur qui maintient artificiellement la dictature de quelques uns.

Les anarchistes, conclue Richards, ne doivent participer à un mouvement que dans la mesure où celui-ci entraîne la majorité de la population et ne signifie pas qu'il sera bientôt nécessaire de recourir à ces moyens.

Il s'élève longuement contre le culte de la personnalité qui se développa dans la CNT-FAI. Les individualités, les personnalités, intellectuelles, utiles sans doute, doivent être soumises à la règle démocratique comme le dernier des ouvriers.

D I S C U S S I O N

=====

Nous croyons qu'il n'est guère besoin d'insister sur les qualités de ce livre. Prendrait-on d'ailleurs la peine de le résumer aussi sérieusement s'il ne présentait qu'un intérêt moyen ?

Il tranche heureusement sur tout ce qui nous est "raconté" dans les livres qui traitent des révolutions. Aussi nous nous attarderons plutôt sur ce qui nous semble, sinon des défauts, du moins des lacunes qui paraissent avoir une certaine importance. Le livre joue ici un rôle très utile de réflexion qui permet de déterminer ce qui nous sépare de la position anarcho-syndicaliste.

Revenons à la première réserve qui touche au plan du livre.

Il y a une manie assez générale dans les livres "de gauche" qui consiste à laisser de côté toute analyse économique de la situation. Chez les anarchistes ce défaut se trouve accentué par le fait que, obnubilés, mais non sans raison, par l'Etat, ils ont souvent tendance à faire découler tous les maux de celui-ci, alors que l'Etat doit être considéré comme un produit des conditions économiques et sociales; ils ne s'arrêtent en général qu'au côté "politique" des choses. Bien sur Richards parle des conditions économiques de l'Espagne mais au moment des collectivisations et sans en tirer à notre avis toutes les conséquences que nous y voyons.

C'est pourquoi nous lui avons écrit une lettre, restée jusqu'ici sans réponse, dont nous allons reprendre ici les idées quoique sous une forme un peu plus libre.

La position anarchiste vis à vis de l'Etat est disions-nous purement négative; elle relève beaucoup plus de l'intuition que de l'analyse.

Elle n'en est pas pour cela moins saine. Chez certains marxistes, on veut assoir une théorie de l'Etat sur l'analyse scientifique, et on considère celui-ci comme un instrument de la classe dominante, fonction des conditions du moment. Mais dès que l'on en vient à la période révolutionnaire de "transition vers le socialisme", l'analyse est abandonnée pour la croyance au "dépérissement de l'Etat". On ne voit guère comment l'Etat "révolutionnaire" des marxistes, avec la puissance que ceux-ci veulent lui conférer, se sentira disposer à se laisser disparaître. Les recours à la dialectique n'y changent rien, la théorie tourne à l'idéologie mystificatrice. La centralisation, la formation d'un parti puissant, si si elle n'est peut être pas l'idée de Marx lui-même, a néanmoins été toujours au centre des préoccupations des dirigeants marxistes. Mais cette sorte de chose ne peut être considérée comme le résultat du hasard. Elle vient de l'ensemble des conditions économiques et sociales qui ont existé dans le monde durant ces cinquante à cent dernières années.

C'est un lieu commun de dire que Marx s'est trompé lorsqu'à la fin de sa vie il prévoyait que tous les pays arriérés doivent passer par le stade capitaliste (l'Angleterre leur montre leur futur développement disait-il) la révolution socialiste étant la tâche du seul prolétariat des pays avancés. A lieu de cela, on pense aujourd'hui communément que cette révolution s'est produite dans des pays arriérés comme la Russie et la Chine et on en conclut à la faillite des prédictions marxistes.

Mais ici nous ne saurions partager cette manière de voir. Pour nous les faits guidant notre appréciation, l'analyse des révolutions Russe et Chinoise parlant d'elle même, la révolution Russe en particulier, a été la première des révolutions nationalistes bourgeoises d'Asie comme le soulignait Anton Pannekoek dès 1920. Une nouvelle sorte de capitalisme, que nous pourrions appeler Capitalisme d'Etat, s'est développée dans ces pays. La nouvelle classe exploiteuse, la bureaucratie, a installé sa domination. A bien des égards elle équivaut à la bourgeoisie classique des manuels. Poussée à la fois par la nécessité d'asseoir sa domination, de créer les conditions mêmes de son existence, elle se lance dans la modification radicale de son pays: l'industrialisation est sa raison d'être.

Quelle est donc la situation mondiale ?

D'un côté nous avons des étendues Capitalistes "avancées" exploitant les masses prolétarisées et également les pays arriérés par l'intermédiaire de la domination coloniale. Dans les pays capitalistes avancés, aussi long temps que le Capitalisme est en expansion le rôle des organisations ouvrières, comme les syndicats et les partis, n'est, ainsi que le souligne Richards, que de réaliser les meilleures conditions pour le marché de la force de travail. Dès que le Capitalisme a dépassé la phase de l'accumulation primitive, elles passent au réformisme, cherchent à jouer le rôle de médiateur, car il y a une amélioration absolue indéniable des conditions prolétariennes même si l'exploitation relative augmente.

Mais cette situation ne peut durer éternellement, il vient un jour, le seul, où le système tout entier peut être mis en question, celui où les bases mêmes du capitalisme sont ébranlées, par exemple par les crises économiques, les défaites guerrières, etc... Toutes ces causes aboutissent au même résultat:

Les conditions "ordinaires" du capitalisme sont bouleversées et fait important l'appareil d'Etat est détruit. A ce moment les masses sont poussées, hors de leur apathie réformiste, sur la scène du radicalisme révolutionnaire. Les organisations classiques sont complètement dépassées par leur action spontanée; les ouvriers créent d'eux mêmes leurs organes de lutte (conseils, etc...) préfiguration de leurs organes de gestion de demain.

Dans les pays arriérés, au contraire, les problèmes, la situation, tant économique que sociale et politique sont tout à fait différents. Là, le capitalisme colonial a détruit la vieille structure, il a commencé une timide exploitation industrielle (en général des seules matières premières), il a souvent bouleversé l'exploitation agricole par l'introduction de la monoculture.

De ce fait il a créé une petite classe de "spécialistes", introduit une certaine instruction parmi des "élites" nécessaires à son exploitation. Mais surtout par l'introduction de l'hygiène il a fait croître d'une manière exagérée la population de ces pays. Toutes les conditions signifient la disparition plus ou moins tardive de la domination coloniale. Dès que les craquements apparaissent dans les pays avancés (guerres, crises, rivalités économiques amenant un affaiblissement de la puissance coloniale) les pays arriérés se trouvent mis en face de leurs problèmes organiques. Dans la conjoncture mondiale actuelle ceci signifie l'industrialisation à tout prix, la transformation économique et sociale radicale du pays. Cette tâche suppose alors la création de l'accumulation primitive, la transformation des paysans en ouvriers. La forme qu'elle prend, et qu'elle doit par nécessité prendre c'est le Capitalisme d'Etat, la priorité à l'industrie lourde, la formation de la nouvelle classe dominante, la bureaucratie, la formation d'un puissant

appareil d'Etat, qui seul est capable d'extraire la plus value des masses exploitées.

Dans cette tâche "révolutionnaire" le rôle du parti centralisé, autocratique est capital : Une cristallisation idéologique de la situation est le bolchevisme léniniste.

Que peut-on dire alors de l'Espagne de 1936 à la lumière de ces principes ?

Ce pays avait des conditions économiques très spéciales.- Une province très avancée industriellement : la Catalogne, (mais à l'industrie très spécialisée : industrie textile) était entourée d'étendues agricoles arriérées au caractère tout à fait féodal.

Dès que l'Etat affaibli, entre en décomposition, ici sous l'action entre autres du coup d'Etat, les deux problèmes que nous mentionnions se trouvent posés du même coup.

D'un côté un prolétariat très combatif, prêt à mettre en question tout le système capitaliste, de l'autre une masse de paysans très arriérés. Quelle est alors la position de la CNT et des autres syndicats et partis ? Face au problème de la transformation économique de l'Espagne ils sont déchirés. Bien sur la CNT est très décentralisée mais pas suffisamment encore, pas assez proche de l'organisation pendant la période révolutionnaire (c'est à dire des conseils) pour éviter le débordement par le mouvement spontané des masses catalanes. C'est une vieille organisation ouvrière, elle a par conséquent une tendance au réformisme, bien sûr beaucoup moins que les organisations social-démocrates par exemple, mais par nature elle est incapable de dépasser ce point, elle jouera en tant qu'organisation le rôle d'un frein.

D'un autre côté le reste de l'Espagne semble nécessiter une transformation proche de celle que réalise le Capitalisme d'Etat, mais là la CNT est insuffisamment centralisée et bureaucratique, elle ne pourra pas jouer longtemps un rôle directeur.

Nous ne sommes plus alors surpris (si nous l'avons jamais été!) par les réactions des membres "influent" du style Frédérica Montseny qui voulaient centraliser, imposer la discipline, etc... autant de désirs qui sont étroitement reliés à l'établissement du capitalisme d'Etat, présenté pour la circonstance sous le titre d'Anarchisation par l'Etat (tout comme les bolchéviques qualifient la Russie de "Socialiste" !); mais ils sont incapables de lutter contre le spécialiste de ce genre de chose : le parti communiste stalinien.

Dès que la révolution atteint son point culminant, la CNT et la FAI ne peuvent que se retourner contre les ouvriers qui leur échappent. On "légalise" les collectivisations, on accepte le désarmement des masses, etc... Le résultat final en sera les journées de mai à Barcelone l'action lamentable des dirigeants, la capitulation devant les exigences gouvernementales, l'intervention des troupes, la défaite des ouvriers.

Mais en face de tout cela, combien est stimulante l'action des masses ! Dans des conditions d'une difficulté insurmontable elles se lancent dans la construction de la nouvelle société. Elles réorganisent la production, luttent à la fois contre Franco et la bureaucratie républicaine.

Leur dynamisme est si grand que même les paysans s'organisent et nous donnent un aperçu prometteur de la solution à la difficile question agraire.

Ce n'est pas la faute du prolétariat espagnol si les conditions n'étaient pas mûres pour la révolution mondiale, seule condition de succès.

Dans les conditions de récession actuelle de la conscience, qui sont liées au fait que la révolution socialiste, paraît impossible avec les trois quarts de l'humanité dans l'état féodal-colonial, leur exemple nous est d'un grand enseignement, il trace la voie au prolétariat de demain que développent les capitalistes classiques et les bureaucrates des pays en pleine capitalisation. Si c'étaient là les premiers balbutiements de la Révolution Sociale, quelle sera la véritable !

Mais ici nous touchons à nouveau une lacune du livre de Richards et qu'à nous paraît fondamentale en ce qu'elle porte sur la différence de position entre nous et les anarcho-syndicalistes. Il eut été souhaitable que Richards nous fît pénétrer davantage dans le système d'organisation mis en place par les masses. Sans doute en est-il parlé lors des collectivisations et nous l'avons souligné plus haut, mais ceci nous paraît insuffisant. Cette insuffisance peut provenir d'une absence, bien compréhensible de documentation.

Pour nous, cependant, les ouvriers en lutte pour le nouvel ordre social secrètent d'eux-mêmes leurs organisations de lutte et de gestion qui se trouvent à la base même de la société, au niveau de la production.

Un conseil ouvrier n'a de sens qu'à l'intérieur de l'usine qu'il gère. Les ouvriers, lors de la période révolutionnaire, et après la victoire, n'utilisent plus les anciens organismes du système capitaliste.

Il semble que pour les anarchistes, au contraire, une organisation comme la CNT, suffisamment décentralisée et démocratisée puisse jouer le rôle des conseils : l'organisation politique de la période capitaliste peut en quelque sorte survivre à l'écroulement de celle-ci.

Pour nous, tout au contraire, nos groupes, dans la mesure où ils existent, ne peuvent avoir qu'un rôle d'information, de confrontation d'idées. Ce rôle est loin d'être négligable; il est profondément révolutionnaire dans son esprit.

Il trouve sa justification dans le fait que les camarades qui s'y formeront aideront par leur connaissance théorique à la naissance pratique de la société communiste-libertaire résultat à la fois de la situation économique et de l'effort des hommes.

Une discussion avec nos camarades anarchistes sur ce point ne saurait manquer d'intérêt.

=====